

Conférence « Déchets ou ressources ? »
Paris, le 5 février 2015



Equipements usagés et DEEE Implications de la Directive DEEE « Recast » pour les opérateurs

Matthieu Wemaëre

*Avocat aux Barreaux de Paris
et Bruxelles*

&

Carine Le Roy-Gleizes

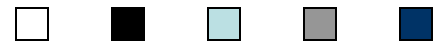
*Avocat au Barreau de Paris
Foley Hoag*



MATTHIEU WEMAËRE
AVOCAT À LA COUR



FOLEY
HOAG AARPI



Introduction

- **Multiplication des flux** d'équipements électriques et électroniques (EEE) mis sur le marché
- Augmentation de la **quantité de déchets et équipements usagés** gérés dans des conditions non satisfaisantes
 - ✓ Réseau de traitement insuffisant => exportations
 - ✓ Conséquences: pertes de matières premières secondaires et risques de dégradation de l'environnement
- **Evolution du cadre juridique** des EEE et DEEE aux niveaux **européen et national, avec notamment un encadrement des conditions de transfert** d'EEE usagés par la Directive DEEE Recast
- **Opportunité et pertinence d'une transposition des principes généraux de la Directive DEEE « Recast » à d'autres types d'équipements tels que les gros équipements industriels ?** ²

Enjeux des transferts transfrontaliers de EEE versus DEEE

- Volumes de DEEE en constante augmentation :
 - Global : 40 mT (2005) = 50 mT (2012)
 - UE : 12,5 mT (projection 2020)
- Transferts de DEEE vers les PED : **enjeux multiples** mais contradictoires en termes de règles (contrôle vs flexibilité) :
 - **Enjeux industriels** : délocalisation de la capacité de production et de réparation d'appareils défectueux sous garantie (ou non), de recyclage et de valorisation de DEEE
 - **Enjeux de compétitivité et de gestion efficace des ressources** : approvisionnement en matières 1^{ère} secondaires, gestion des matières dites « critiques »
 - **Enjeux sociaux et environnementaux** : exportation de DEEE dont certains sont des déchets dangereux vers des pays qui n'ont pas la capacité de les traiter ni de prévenir les impacts négatifs d'une gestion incontrôlée

Transferts de déchets vus de l'UE

- **Déchets : marchandises d'une « nature particulière »**
- **Règles de transfert différentes entre États membres de l'UE et Etat membre/États tiers (notamment les PED)**
 - Influence forte du droit international :
 - Convention de Bâle (1989) et son « Ban » amendement (1995)
 - Recommandation (1984) et décisions de l'OCDE (1992, 2001)
 - Prédominance du droit UE sur le droit national :
 - Règlement (CE) n° 1013/2006 modifié en dernier par le Règlement (UE) n° 660/2014 (inspections) => directement/immédiatement applicable
 - ❖ Deux procédures de contrôle :
 - Notification et consentement écrits préalables : transferts de tous les déchets à éliminer et des déchets dangereux et semi-dangereux à valoriser
 - Information : transferts de déchets non dangereux à valoriser



Les apports de la Directive « Recast »

Transposition en Droit national: Décret n° 2014-928 du 19 août 2014 ; Articles R. 543-206-1 et s.

- « Open scope » 2018, instauration d'un **taux de collecte** (article 7) et augmentation des **objectifs** de valorisation (article 11)
- Prise en compte des DEEE exportés hors UE pour **valorisation** en vue de la réalisation des **objectifs chiffrés** sous certaines conditions (preuve d'un traitement équivalent) (article 10)
- **Transferts d'EEE usagés « suspectés d'être des DEEE »** : exigences minimales prescrites à l'**annexe VI** (article 23 (2))
 - Mise à disposition d'**informations** et de **documents** aux autorités compétentes pour distinguer les EEE des DEEE
 - Reprise des Lignes Directrices de 2007 des Correspondants des Etats membres pour le Règlement (UE) n° 1013/2006 modifiée (art. 59)



EEE usagés (occasion)

- Equipements électriques et électroniques fonctionnant toujours et ayant vocation à être réemployés
- Détenteur de EEE : **toute personne qui se trouve en possession des EEE**
 - Le détenteur n'est pas toujours le propriétaire légal des EEE
- **Documents** à mettre à disposition par le détenteur :
 - **Facture et contrat** relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'EEE (indication sur le réemploi et le caractère fonctionnel de l'équipement)
 - **Preuve d'évaluation ou d'essais** : tests afin de démontrer qu'il s'agit d'**EEE « usagés »** et non de DEEE (**bon fonctionnement** de l'équipement et **absence de substances dangereuses** (« PV d'essai »))
 - **Déclaration du détenteur** qui organise le transport sur l'absence déchet
 - **Protection appropriée**



EEE défectueux

Article R. 543-206-3 et 4

Article 23 de la Directive DEEE Recast

- Exemption d'apporter des preuves concluantes (**accord de transfert entre entreprises**) ou **conditions non cumulatives** prévues à l'[article R. 543-206-3](#) remplies
 - Dans ce cas, la **déclaration** du détenteur qui organise le transport attestant que ce ne sont pas des DEEE **suffit**
- **Conditions non cumulatives d'exemption :**
 - 1) **En cas de défaut : produits sous garantie**, en vue de leur réemploi
 - 2) **Remise à neuf ou réparation** d'EEE usagés à usage professionnel en vue de leur réemploi
 - 3) **Analyse des causes du caractère défectueux** d'EEE usagés ou défectueux à usage professionnel
- **En cas de doute** : qualification de DEEE par défaut

EEE « usagés » comme DEEE

Lignes directrices n° 1 des Correspondants, 2007

Exemples :

- a) le produit n'est pas complet – des parties essentielles manquent;*
- b) il présente des dommages physiques qui nuisent à son bon fonctionnement ou à sa sécurité, conformément aux normes applicables ;*
- c) le conditionnement est insuffisant pour le protéger des dommages pouvant survenir au cours du transport et des opérations de chargement et déchargement;*
- d) l'aspect général est usé ou abimé, ce qui réduit la valeur commerciale de l'article ou des articles ;*
- e) parmi les éléments entrant dans la composition de l'article, il y en a un dont il faut se débarrasser ou qui est interdit en vertu de la législation communautaire ou nationale ;*
- f) l'équipement est destiné à être éliminé ou recyclé au lieu d'être réutilisé ;*
- g) il n'y a pas de marché régulier pour l'équipement (voir autres indicateurs) ; ou*
- h) il s'agit d'un équipement vétuste ou obsolète, destiné à la cannibalisation (dont on peut récupérer des pièces de rechange).*

EEE et « Pièces détachées »

Article R. 543-172

Avis aux producteurs du 27 novembre 2014

- **Sous-ensembles :**

EEE si destinés à être reliés entre eux de façon modulaire et réversible par des liaisons matérielles ou immatérielles

- Ex : télécommande, thermostat mural, détecteur de fumée, carte électronique extractible,...

Sauf lorsqu'ils sont cédés à des producteurs d'EEE dans lesquels lesdits sous-ensembles sont destinés à être intégrés

- **Composants et consommables : pas qualifiés de EEE**

- Ex : résistance électronique, condensateur, circuit intégré, câbles électriques dépourvus de connectique,...
- Ex : pièces d'usure non électriques



Exclusions de la définition d'EEE

Article 3 de la Directive Recast

Avis aux producteurs du 27 novembre 2014

- **Gros outils industriels fixes :**
 - Définition
 - Equipements monolithiques ou composites
 - **Gros** : critères de poids et dimension
 - **Industriels** : destinés à être utilisés dans un centre de fabrication industrielle ou un établissement de recherche et de développement
 - **Fixes** : destinés à être utilisés de façon permanente sur un site donné
- **Grosses installations fixes :**
 - Définition : trois critères
 - Apport de l'Avis de 2014 : précisions sur les **dimensions, conditions de transport, critères de désinstallation, alimentation électrique > 375 kW,...**

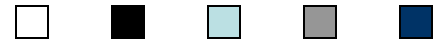
Transferts des équipements exclus des EEE

- Opportunité et pertinence de l'application des principes généraux de la directive aux grosses installations fixes et aux gros outils industriels fixes exclus de son champ
 - Documents à fournir
 - Test et évaluation à effectuer
 - Protection appropriée
- Enjeu majeur dans le cadre de délocalisations d'équipements de production industrielle

Extension de l'exemption aux exigences minimales de transfert au niveau global ?

- Convention de Bâle : **transferts de déchets dangereux**.
 - Possibilité d'appliquer par défaut ses dispositions en cas de **doute sur le statut de déchet** (et sur leur **caractère dangereux**) = définition « nationale » du déchet
- Discussion depuis 2008 sur « e-waste » : prise en compte de la **valeur des métaux et matériaux** contenus dans les DEEE
 - Réflexion sur la **gestion efficace des ressources** dans un monde globalisé
- **Décisions IX/6 et X/5** : proposition de la COP sur l'élaboration de lignes directrices techniques pour guider les pays à gérer les transferts de DEEE (« e-waste ») en raison de leur augmentation
 - Projet de l'« Open Ended Working Group » de la Convention, qui n'a pu être adopté lors de la COPXI (2013, Décision BC XI/4), notamment à cause des divergences sur le §26 (exemption pour les EEE « défectueux »)
 - Adoption lors de la COP12 (mai 2015, Genève)

Conséquences pour les transferts



- **Application de l'Annexe VI de la Directive Recast au sein de l'UE :**
 - Marge de discrétion des autorités de contrôle (NB : la définition du **réemploi** de la Directive Cadre a été ajoutée au **Règlement 1013/2006** en mai 2014) = plus de souplesse
- **Hors UE, les transferts d'EEE usagers ne sont pas couverts par la Convention de Bâle :**
 - « Produits » éventuellement couverts par les règles internationales sur le transport des marchandises dangereuses (ADR, OACI, etc.)
 - Par « défaut », en cas de doute, ils peuvent être considérés comme des déchets : appréciation au cas par cas de la notion de déchet au regard de la législation des pays import/export
 - Application possible de la **Directive Recast** même si les lignes directrices ne sont pas adoptées, si le détenteur exporte de l'UE et que l'autorité de destination donne son accord (formellement pour éviter l'infraction de trafic illicite)